

*Vita CE N° 0189*

**LE PRESIDENT DU FASO  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N° 2011-208/ PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N° 2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le Décret N° 2011-072/PRES/PM/SGG-CM du 24 février 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la Loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances;

Vu le Décret N°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le Décret N°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;

Vu le Décret N°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;

Vu le Décret N°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;

Vu la Loi N° 041-2010/AN du 02 décembre 2010 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat – Gestion 2011 ;

**DECRETE**

**Article 1:** Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 4 du budget de l'Etat-Gestion 2011 des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

**TITRE 4 : Dépenses de transferts courants**

Section	Chapitre	Article	Paragraphe	Rubrique	Libellé	Montant
99					Dépenses Communes Interministérielles	8 746 000 000
	99212				Subvent <sup>2</sup> produits 1ère nécessité	5 000 000 000
			64		Autres transferts courants	5 000 000 000
					Transferts courants aux ménages	5 000 000 000
				9	Autres transferts aux ménages n.c.a.	5 000 000 000
	99199				Transferts divers	3 746 000 000
			64		Autres transferts courants	3 746 000 000
					Autres transferts courants	3 746 000 000
				99	Divers transferts courants	3 746 000 000
					<b>TOTAL GENERAL DES OUVERTURES</b>	<b>8 746 000 000</b>

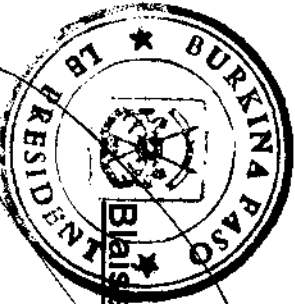
**Article 2:** les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances.

**Article 3:** le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 17 mai 2011

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

  
Blaise COMPAORE

Le Ministre de l'économie et des finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

